



Fiche d'information sur le programme de développement rural 2014-2020 de Franche-Comté (France)

La Commission européenne a officiellement adopté le programme de développement rural (PDR) de la région Franche-Comté le 17 septembre 2015. Ce programme élabore la stratégie pour l'utilisation des **646 millions d'euros de fonds publics** disponibles pour la période 2014-2020 dont **460 millions d'euros du budget de l'UE** (3,8 % de l'enveloppe octroyée à la France) et 186 millions d'euros de contreparties nationales. Ces montants tiennent compte du transfert du premier pilier de près de 47 millions d'euros provenant du budget de l'Union. La dernière modification du PDR a été adoptée le 22 août 2018.

L'objectif du PDR de Franche-Comté est de développer durablement l'économie rurale en faisant progresser les entreprises sur le plan de la durabilité des systèmes de production et de la valeur ajoutée, de renforcer l'installation des jeunes agriculteurs et finalement d'augmenter la compétitivité des entreprises (exploitations agricoles, entreprises agro-alimentaires et forestières) et l'attractivité des territoires ruraux. Le programme soutiendra des **projets de modernisation et de développement pour environ 750 exploitations (39 millions d'euros)** et aussi vise **1 230 exploitations gérées par de jeunes agriculteurs (52 millions d'euros)** afin de garantir le renouvellement générationnel, en plus des **actions de formation à 5 060 participants** sont aussi envisagées. Le programme mobilisera environ **13 millions d'euros** pour combler le déficit de valeur ajoutée de la production agricole franc-comtoise en **soutenant l'adhésion de 130 nouveaux agriculteurs à l'agriculture biologique** et aux **activités de transformation et de commercialisation dans les exploitations agricoles et entreprises agro-alimentaires**. Les exploitations situées dans des **zones à handicaps naturels couvrant presque la totalité de la surface agricole** seront soutenues afin de **maintenir des systèmes d'exploitation durables** et de préserver les espaces naturels. Le programme mobilisera environ **20 millions d'euros pour aider la performance énergétique et favoriser le développement des énergies renouvelables**, notamment la production de biogaz à partir des déchets et d'effluents d'élevage.

Le [développement rural](#) est le deuxième pilier de la [politique agricole commune](#) (PAC), mettant à disposition des États membres une enveloppe financière européenne pour gérer des programmes cofinancés, au niveau national ou régional, dans le cadre d'une programmation pluriannuelle. Au total, 118 programmes sont prévus dans les 28 États membres. Le [nouveau règlement de développement rural](#) pour la période 2014-2020 identifie six priorités économiques, environnementales et sociales, parmi lesquelles les programmes établissent leurs objectifs stratégiques, les mesures mises en œuvre pour les atteindre et les résultats escomptés. En outre, afin de mieux coordonner les actions et de maximiser les synergies entre les différents fonds européens structurels et

d'investissement ([FESI](#)), un [accord de partenariat](#) a été conclu avec chaque État membre pour développer la stratégie pour les investissements financés par l'UE.

En France, au cours de la période 2014-2020, la politique communautaire de développement rural sera mise en œuvre à travers 30 programmes. Le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) cofinancera 22 programmes pour les régions de l'Hexagone et pour la Corse, 5 programmes pour les départements d'outre-mer, 1 programme national dédié à la gestion des risques et l'assistance technique et le programme spécifique pour le réseau rural national. Des éléments communs à un certain nombre de mesures seront repris dans un cadre national qui ne dispose d'aucune allocation budgétaire.

Le présent document fournit un aperçu de la manière dont le programme relève les défis et évalue les opportunités auxquels la région de Franche-Comté fait face. Le tableau en annexe synthétise les priorités stratégiques, les cibles et le budget alloué à chacune des mesures.

1. SITUATION ET ENJEUX

La Franche-Comté est une région de l'Est de la France métropolitaine d'une superficie de **16 202 km²** (soit 3 % du territoire national métropolitain), dont 64 % est rural. La **surface agricole occupe 45 % du territoire**, une valeur inférieure à la moyenne de la France métropolitaine. La région compte 1 179 374 habitants, soit une faible densité de population de 73 habitants au km².

L'agriculture franc-comtoise est très orientée vers la **production laitière sous signe de qualité**. L'espace agricole se caractérise par une part importante de **prairies permanentes et pâturages représentant 57 % de la surface agricole**. Alors que la petite taille des entreprises de nombreux secteurs pourrait constituer un handicap pénalisant pour l'innovation, l'accès aux marchés nationaux, elle est garante de la qualité des paysages, véritables atouts touristiques.

La région se subdivise en quatre grandes zones en termes agricoles :

- la zone haute (montagne et piémont) spécialisée en **production de lait transformé en fromages** sous signe de qualité;
- le **vignoble**, essentiellement dans le Jura;
- une large zone jouxtant les Vosges incluant la porte de Bourgogne et le nord de la région des plateaux où la **polyculture - élevage** domine (viande et lait standard);
- la façade ouest où les **grandes cultures** ont conquis le territoire. Elles y côtoient des ateliers laitiers spécialisés.

Par ailleurs, la Franche-Comté est la **troisième région forestière française** au regard de son taux de boisement avec 746 000 hectares et **45,7 % du territoire**.

La **quasi-totalité des surfaces agricoles est classée en zone à handicaps naturels** (96,2 % de la SAU, dont environ 28 % sont des zones de montagne et 68 % des zones à autres contraintes naturelles).

L'agriculture et l'agroalimentaire sont des secteurs clé pour l'économie régionale. Le poids du secteur primaire dans l'économie franc-comtoise est plus important que la moyenne française en termes de valeur ajoutée brute et d'emplois. Considérant ceux fournis par les entreprises du secteur agro-alimentaire, la part de

l'emploi issue de la production agricole et de sa valorisation est portée à 4,6 %. En termes d'emplois, l'agriculture représente 3 % des personnes (contre 2,7 % en France).

2. COMMENT LE PDR REpond AUX ENJEUX

Pour répondre aux défis à relever, le PDR s'articule autour de 6 priorités européennes de développement rural, dont les plus importantes sont **la priorité 4 – Restauration, préservation et renforcement des écosystèmes et la priorité 2 - Amélioration de la viabilité et de la compétitivité des exploitations agricoles.**

Les objectifs et cibles des priorités principales sont résumés ci-après :

Transfert de connaissances et innovation

Avec l'appui du réseau d'acteurs de formation, le PDR accompagnera la mise en place de **5 projets de coopération** dans de différents domaines. Afin de favoriser le transfert de connaissances, le PDR prévoit des **formations pour environ 5 060 personnes** actives dans les secteurs agricole, agroalimentaire et sylvicole.

Viabilité et compétitivité des exploitations agricoles

Le programme compte soutenir **750 des exploitations (8 % de l'ensemble) pour des projets de modernisation et de développement.** De même, au vu des difficultés liées à l'installation des jeunes en agriculture, le PDR de Franche-Comté envisage de soutenir le renouvellement générationnel avec une cible de **1 230 projets d'installation de jeunes agriculteurs (13 % du total d'exploitants)** sur l'ensemble de la période.

Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles

Le programme vise à augmenter la valeur ajoutée de la production agricole à travers des démarches de qualité avec l'objectif de soutenir **130 nouveaux agriculteurs bio.** Ainsi le PDR contribuera pour **13 millions aux investissements de modernisation des entreprises agro-alimentaires** et en faveur de la **transformation et commercialisation** dans les exploitations agricoles.

Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la forêt

La préservation, la restauration et la gestion des ressources naturelles, qui sont source de richesse et des facteurs d'attractivité touristique et de retombées économiques pour le territoire, est le premier objectif du PDR en termes financiers. Le soutien aux activités agricoles des zones à contraintes naturelles à haute valeur environnementale qui occupent la quasi-totalité des surfaces agricoles en Franche-Comté, vise à la fois à préserver l'environnement agricole et à répondre aux difficultés socio-économiques de ces zones.

Pour assurer la compétitivité des exploitations agricoles, tout en préservant les ressources et les milieux sur lesquels s'appuie l'activité agricole, les exploitations agricoles doivent adopter des pratiques agro-écologiques qui renforceront leur durabilité à long terme. **Les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) concerneront environ 6 %** de la surface agricole. L'évolution des pratiques agricoles

sera accompagnée par environ **170 projets d'investissements non productifs** liés à la réalisation d'objectifs agro-environnementaux. Le soutien à la **conversion et le maintien de l'agriculture biologique (7 %** des surfaces agricoles) ainsi que la **protection des sites Natura 2000** à travers des actions identifiées dans le cadre d'actions prioritaires Natura 2000 pour la France contribuent aussi à cet objectif.

L'efficacité énergétique, énergies renouvelables et le climat

Les actions retenues pour cet objectif relèvent du soutien à l'acquisition d'équipements innovants permettant d'améliorer **l'efficacité énergétique** des exploitations agricoles et des IAA. Environ **300 projets d'investissement** sont envisagés.

Par ailleurs, **426 projets d'investissement** seront soutenus afin de favoriser le **développement des énergies renouvelables**, notamment la production de biogaz à partir des déchets et d'effluents d'élevage.

Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique des zones rurales

Le programme contribuera à améliorer le cadre de vie dans les territoires ruraux en ciblant les domaines de la santé, du sport, du tourisme et de la culture. Environ **7 % des ressources** du programme seront utilisées pour ces actions avec l'objectif d'atteindre **30 % de la population rurale** bénéficiant de **services et d'infrastructures améliorés**.

Le PDR de Franche-Comté mise aussi sur les projets de **coopération Leader** comme outil de développement local. L'objectif est d'accompagner **9 stratégies** de développement local portées par des groupes d'action local, dont pourra bénéficier **32 % de la population rurale**.

Le programme inclut un total de 13 mesures dont les 5 plus importantes sont (entre parenthèses la proportion de l'enveloppe financière totale) :

- Mesure 13 (zones soumises à des contraintes naturelles) : 338 998 256 € (53 %)
- Mesure 4 (investissements physiques) : 66 908 741 € (10 %)
- Mesure 7 (services de base et rénovation de villages) : 60 518 594 € (9 %)
- Mesure 6 (développement des exploitations agricoles) : 56 160 714 € (9 %)
- Mesure 11 (agriculture biologique) : 41 778 560€ (6%)

Annexe 1 : Distribution indicative des ressources du PDR de Franche-Comté et indicateurs cibles

Priorités et cibles	Mesures	Dépense publique totale (€)	%
Priorité 1 : transfert de connaissances et innovation			
<p><u>1A</u> : favoriser l'innovation, la coopération et le développement des connaissances</p> <p>▶ <u>0,35 %</u> des ressources du PDR</p>	<p>01. Connaissances</p> <p>16. Coopération</p>		
<p><u>1B</u> : renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation</p> <p>▶ <u>5 projets</u> de coopération envisagés dans différents domaines</p>	16. Coopération		
<p><u>1C</u> : formation</p> <p>▶ <u>5 060</u> participants formés</p>	01. Connaissances		
Priorité 2 : viabilité et compétitivité des exploitations, gestion durable des forêts		91 211 500	14,11
<p><u>2A</u> : modernisation, compétitivité et restructuration des exploitations agricoles</p> <p>▶ <u>7,65 %</u> des exploitations bénéficiant de soutien pour leur modernisation et développement</p>	01. Connaissances	1 289 222	0,20
	04. Investissements	37 729 817	5,84
<p><u>2B</u> : installation de jeunes agriculteurs</p> <p>▶ <u>12,54 %</u> d'exploitations gérées par de jeunes agriculteurs bénéficiant de soutien à l'installation</p>	06. Développement des exploitations et entreprises	52 192 460	8,08
Priorité 3 : organisation de la chaîne alimentaire, transformation et commercialisation		13 268 057	2,05
<p><u>3A</u> : valeur ajoutée aux produits agricoles par la transformation, amélioration de la commercialisation</p> <p>▶ <u>1,33 %</u> d'exploitations bénéficiant d'un soutien qualité</p> <p>▶ <u>10 %</u> d'entreprises agro-alimentaires bénéficiant d'un soutien pour la transformation et la commercialisation</p>	01. Connaissances	64 429	0,01
	03. Systèmes de qualité	180 952	0,03
	04. Investissements	13 022 676	2,02
Priorité 4 : restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie		440 430 663	68,16
<p><u>4A</u> : Biodiversité, <u>4B</u> : eau, <u>4C</u> : Sols</p>	04. Investissements	2 993 010	0,46

▶ <u>10.92 %</u> des surfaces agricoles sous un contrat de gestion soutenant la biodiversité	07. Services de base	18 057 143	2,79	
<u>4B</u> : gestion de l'eau	10. Agri, ENV, Climat	38 602 361	5,97	
▶ <u>9.97 %</u> des surfaces agricoles sous un contrat de gestion visant la qualité de l'eau	11. Agriculture biologique	41 778 560	6,47	
<u>4C</u> : gestion et érosion des sols	12. Natura 2000 & DCE	1 333	0,00	
▶ <u>5.77 %</u> des surfaces agricoles sous un contrat de gestion visant l'amélioration des sols	13. Zones à contraintes naturelles	338 998 256	52,46	
Priorité 5 : promouvoir l'efficacité des ressources		20 793 714	3,22	
<u>5B</u> : efficacité énergétique dans l'agriculture	04. Investissements	4 841 270	0,75	
▶ <u>16 137 566 €</u> investissements totaux pour l'énergie				
<u>5C</u> : utilisation de sources d'énergie renouvelables	01. Connaissances	91 762	0,01	
	04. Investissements	8 321 968	1,29	
	06. Développement d'exploitations	3 968 254	0,61	
	08. Forêt	2 777 778	0,43	
<u>5E</u> : conservation et séquestration du carbone	01. Connaissances	189 508	0,03	
	08. Forêt	603 175	0,09	
▶ <u>48 hectares</u> de surface forestière concernée par l'amélioration de la valeur environnementale des peuplements forestiers				
Priorité 6: développement économique, inclusion sociale		73 626 852	11,39	
<u>6B</u> : Développement local	07. Services de base	42 461 451	6,57	
	▶ <u>32 %</u> population rurale bénéficiant de stratégies de développement local	16. Coopération	648 648	0,10
	▶ <u>30 %</u> population rurale bénéficiant de services et d'infrastructures améliorés	19. Leader	30 516 754	4,72
▶ <u>135 emplois</u> créés dans le cadre des projets Leader				
Assistance technique		6 880 121	1,06	
Dépense publique totale		646 210 907	100 %	